

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 20/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE de L'EST (SMAE)**

91 boulevard de la Solidarité  
BP 15030  
57071 Metz

Références : METZ\_SMAE\_2022-12-15\_RAPVI-MED\_EBK\_24287  
Code AIOT : 0006201556

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2022 dans l'établissement SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE de L'EST (SMAE) implanté 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIÉTÉ MÉCANIQUE AUTOMOBILE de L'EST (SMAE)
- 91 Boulevard de la Solidarité 57070 Metz
- Code AIOT : 0006201556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs thermiques essence et diesel.

La présente inspection a eu lieu sur le site de Metz sis 91 boulevard de la Solidarité.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes sur le site supérieures à 1t) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement et déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est encadrée par les actes administratifs délivrés antérieurement, et notamment l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à exploiter les installations sur le territoire de la commune de Metz.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 1  | Extracteurs en toiture (installations)           | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel) | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 2  | Extracteurs en toiture (respect des VLE et flux) | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel) | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |
| 5  | Grenailleuses (respect des VLE et flux)          | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14 (partiel) | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 2 mois                |
| 7  | Fours de trempe                                  | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 17           | /  | Mise en demeure, respect de prescription  | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 3  | Propreté des extracteurs                                | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel) | /  | Sans objet        |
| 6  | Grenailleuses (propreté des filtres des dépoussiéreurs) | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14 (partiel) | /  | Sans objet        |
| 9  | Contrôles inopinés                                      | Arrêté Préfectoral du 10/02/2012, article 1 (partiel)  | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 4  | Rejets canalisés des opérations d'usage          | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel) | /  | Sans objet        |
| 8  | Transmission des résultats de l'autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel) | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a concerné une partie du bâtiment principal de l'usine, et notamment les zones 3A, 3B et 6. L'inspection a demandé à pouvoir inspecter la toiture mais l'accès n'a pas été autorisé par l'exploitant pour des raisons de sécurité au regard de la météo humide le jour de l'inspection.

La visite d'inspection a mis en évidence un nombre important de non-conformités qui appellent des actions correctives de l'exploitant (cf. points de contrôle n° 1, 2, 5, 7). L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions contrôlées pour lesquels des écarts ont été constatés, à savoir en particulier les non-conformités évoquées dans les constats pour les articles 10, 14 et 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié.

En outre, l'inspection demande à l'exploitant que lui soient transmis, dans les délais indiqués dans le rapport, des éléments complémentaires afin de pouvoir finaliser certains points de contrôle (cf. points de contrôle n° 3, 6, 9).

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Extracteurs en toiture (installations)

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extracteurs en toiture (installations)   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'air de l'atelier est renouvelé par :<br>- 405 extracteurs en toiture munis de ventilateurs de débit unitaire de 10 000 m <sup>3</sup> /h ;<br>- 210 extracteurs munis de ventilateurs de débit unitaire de 5 000 m <sup>3</sup> /h.   |
| <b>Constats : Vu :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>le plan des extracteurs d'air en toiture de février 2019, cartographiant par zone commandable à distance, la position des extracteurs de débits théoriques de 5 000 m<sup>3</sup>/h et de 10 000 m<sup>3</sup>/h ;</li> <li>le plan non daté (fichier Excel mis à jour en juillet 2022 selon les déclarations de l'exploitant) cartographiant, par zone, les extracteurs en fonctionnement, ceux à l'arrêt et en panne, sans préciser les débits d'extraction des ventilateurs des extracteurs ;</li> <li>une synthèse chiffrée précisant, par zone, le nombre d'extracteurs en fonctionnement, en panne et à l'arrêt sans préciser les débits d'extraction des ventilateurs (même fichier Excel mis à jour en juillet 2022 selon les déclarations de l'exploitant) ;</li> <li>le rapport de contrôle du 10/08/2022 relatif au contrôle annuel des émissions atmosphériques réalisé par Bureau Véritas entre le 6 et le 10 juin 2022 (rapport n°10745488/57/2.2.R) ;</li> <li>par échantillonnage lors de la visite des locaux (zone 3A et 3 B notamment), les extracteurs en toiture, dont un nombre significatif ne fonctionnaient pas (extracteurs à l'arrêt ou en panne). L'inspection a demandé à pouvoir inspecter la toiture mais l'accès n'a pas été autorisé par l'exploitant pour des raisons de sécurité au regard de la météo humide le jour de l'inspection.</li> </ul> <p>L'inspection constate les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la présence de 518 extracteurs selon le fichier Excel de juillet 2022, document le plus à jour selon les déclarations de l'exploitant, soit 97 de moins que la prescription ;</li> <li>les débits théoriques des extracteurs ne sont pas atteints (inférieurs d'environ 10% aux débits prescrits de 5 000 et 10 000 m<sup>3</sup>/h) sur les 5 extracteurs, considérés par l'exploitant comme représentatifs du site, mesurés dans le cadre du contrôle (cf. rapport du 10/08/2022).</li> </ul> <p>En outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sur ces 518 extracteurs, 158 sont en panne selon le fichier Excel de juillet 2022 ;</li> <li>L'inspection constate lors de la visite de l'atelier des incohérences entre les données de pilotage communiquées à l'inspection en salle et l'état effectif des extracteurs :             <ul style="list-style-type: none"> <li>des extracteurs dits "fonctionnels" sont en panne (cas notamment des zones 6 (traitement thermique) et 1 (logistique)) ;</li> <li>des extracteurs dits "fonctionnels" sont arrêtés volontairement par l'exploitant pour équilibrer la température de l'atelier ou car l'exploitant n'estime pas leur fonctionnement pertinent (cas notamment des zones dites 2E, 3E, 4B, 5B, soit plus de 120 extracteurs, mais également à de nombreux autres endroits de l'atelier) ;</li> </ul> </li> <li>L'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection d'indiquer précisément les extracteurs qui fonctionnent, ni le débit unitaire des extracteurs fonctionnels.</li> </ul> |
| <b>Observations :</b> L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription contrôlée dans le délai imparti.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois  |

## N° 2 : Extracteurs en toiture (respect des VLE et flux)

|   |                 |  |                           |
|---|-----------------|--|---------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)   |                 |  |                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extracteurs en toiture (respect des VLE et flux)  |                 |  |                           |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |                 |  |                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Sous réserve de prescriptions plus sévères fixées par l'Inspection du Travail, les rejets atmosphériques des extracteurs en toiture respectent les valeurs limites suivantes :   |                 |  |                           |
| <b>Paramètres</b>   | <b>Code CAS</b> | <b>Valeur limite (mg/Nm<sup>3</sup>)</b> | <b>Flux limite (kg/h)</b> |
| Brouillard d'huiles   | 8012-95-1       | 10                                       | 51                        |
| Oxydes d'azote (NOx)  | 10102-44-0      | 500                                      | -                         |
| <p>Ces valeurs limites sont exprimées dans les conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).</p> <p>Une mesure des rejets atmosphériques au niveau des extracteurs est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- annuellement ;</li> <li>- sur les paramètres suivants : Débit, brouillard d'huiles et NOx ;</li> <li>- a minima sur 5 points de mesure représentatifs des émissions ;</li> <li>- par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ;</li> <li>- selon les méthodes normalisées en vigueur.</li> </ul> <p>L'exploitant évalue les rejets en flux (g/h) et justifie la représentativité des points de mesure retenus.</p> <p>[...] Les extracteurs sont aménagés de manière à pouvoir réaliser des prélèvements. [...]</p> |                 |  |                           |
| <b>Constats :</b> Vu le rapport de contrôle du 10/08/2022 relatif au contrôle annuel des émissions atmosphériques réalisé par Bureau Veritas entre le 6 et le 10 juin 2022 (rapport n°10745488/57/2.2.R).   |                 |  |                           |
| L'inspection constate les non-conformités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les NOx n'ont pas été mesurés en 2022 sans que cela soit mentionné dans la synthèse du rapport ;</li> <li>• la représentativité des 5 points de mesure sélectionnés (sur 615 extracteurs théoriques organisés en 18 zones avec un nombre significatif d'extracteurs en panne ou à l'arrêt (cf. Point de contrôle n°1)) n'est pas traitée ;</li> <li>• le flux total de brouillard d'huiles émis n'est pas calculé ;</li> </ul>   |                 |  |                           |
| En outre : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le calcul du débit moyen en toiture n'est pas justifié, donnée nécessaire pour estimer le flux global émis par le site ;</li> <li>• le rapport fait état d'un "<b>flux moyen</b> [de brouillard d'huile] de 5,74 kg/h" et en déduit que le "<b>flux global</b> [de brouillard d'huile] de 5,74 kg/h" est inférieur à 51 kg/h et qu'en conséquence "le flux limite est respecté". Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer l'incohérence, ni de justifier du respect des flux émis par le site.</li> </ul>  |                 |  |                           |
| <b>Observations :</b> L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription contrôlée dans le délai imparti, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• réaliser une mesure annuelle des émissions de NOx ;</li> <li>• justifier de la représentativité des points de prélèvement sélectionnés par l'exploitant ;</li> <li>• calculer, en explicitant les hypothèses de calcul retenues, le flux de brouillard d'huiles émis par le site pour l'année 2022.</li> </ul>   |                 |  |                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |                 |  |                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |                 |  |                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois   |                 |  |                           |

### N° 3 : Propreté des extracteurs

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des extracteurs  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Les extracteurs sont tenus en état de propreté ; l'exploitant effectue des contrôles périodiques à cette fin.  |
| <b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de justifier des contrôles périodiques réalisés pour garantir l'état de propreté des extracteurs. Il déclare toutefois réaliser ces contrôles. |
| <b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 1 mois, les justificatifs des contrôles périodiques réalisés et de l'état de propreté des extracteurs.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

### N° 4 : Rejets canalisés des opérations d'usinage

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 10 (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets canalisés des opérations d'usinage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Les rejets atmosphériques engendrés lors des opérations d'usinage sont captés par aspiration, collectés et traités dans des filtres en tant que de besoin. [...]              |
| <b>Constats :</b> Vu, par échantillonnage lors de la visite des locaux (zone 3A et 3B notamment), les rejets des opérations d'usinage captés par aspiration, collectés et traités dans des filtres : sans observation. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 5 : Grenailleuses (respect des VLE)

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14 (partiel)  |         |   |                   |
|--|---------|---|-------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, grenailleuses (respect des VLE)  |         |   |                   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |         |   |                   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Chaque grenailleuse est associée à un dépoussiéreur.<br>L'air des postes de travail est aspiré par ventilateur et ne peut être rejeté à l'atmosphère que si les effluents gazeux respectent les valeurs limites ci-dessous. |         |   |                   |
| Grenailleuses  | Type    | Concentration limite en poussières (mg/Nm³) | Flux limite (g/h) |
| n°2944088  | turbine | 2   | 10                |
| n°1133016  | turbine | 100   | -                 |
| n°2949797  | turbine | 100   | -                 |
| n°2999058  | turbine | 100   | -                 |
| n°1184729  | buse    | 5   | -                 |
| n°1234083  | turbine | 5   | -                 |
| n°38000306   | buse    | 5   | -                 |

|            |      |   |       |
|------------|------|---|-------|
| n°38000307 | buse | 5 | -     |
| n°38000308 | buse | 5 | -     |
| n°38000309 | buse | 5 | -     |
| Site       |      | - | 1 000 |

Ces valeurs limites sont exprimées dans les conditions normalisées de température (273 Kelvins) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).  
[...]

Une mesure des rejets atmosphériques est réalisée :

- au moins tous les 3 ans ;
- sur les paramètres : débit et poussières ;
- par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ;
- selon les méthodes normalisées en vigueur.

L'exploitant évalue les rejets en flux (g/h) du site. [...]

**Constats : Vu :**

- par sondage lors de la visite du site, la grenailleuse n°1234083 en fonctionnement, ses conduits d'aspiration et le dépoussiéreur associé ;
- le rapport de contrôle du 28/07/2022 relatif au contrôle des grenailleuses réalisé entre le 4 et le 13 juillet 2022 par Bureau Véritas (rapport n°10745488/60.2.2.rev1.R).

L'inspection constate les non-conformités suivantes :

- le dépassement des VLE autorisées en concentration des grenailleuses n° 2944088 (9,8 mg/Nm<sup>3</sup> pour 2 mg/Nm<sup>3</sup>), 1234083 (17,6 mg/Nm<sup>3</sup> pour 5 mg/Nm<sup>3</sup>), 38000308 (7,6 mg/Nm<sup>3</sup> pour 5 mg/Nm<sup>3</sup>) et le dépassement du flux autorisé pour la grenailleuse n° 2944088 (32,6 g/h pour 10 g/h) ;
- l'absence d'évaluation du flux du site au regard du flux maximal autorisé en poussières. L'exploitant précise toutefois prévoir de réaliser ce calcul ultérieurement lors des déclarations GEREP.

En outre, l'inspection constate :

- qu'un filtre de prélèvement est arrivé déchiré au laboratoire d'analyses. Ce dernier stipule en conséquence que les résultats relatifs à l'échantillon peuvent être sous-estimés et sont émis avec réserve. Cet élément, qui remet en cause les résultats du contrôle de la grenailleuse auquel le prélèvement est associé, n'apparaît pas dans la synthèse du rapport, ni la référence de la grenailleuse en question ;
- l'absence d'identification par l'exploitant des non-conformités identifiées lors du contrôle périodique et en conséquence l'absence de plan d'actions pour remédier aux non-conformités constatées.

**Observations :** L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription contrôlée dans le délai imparti, à savoir :

- respecter les VLE en concentration et éventuellement en flux sur les grenailleuses n° 2944088, 1234083, 38000308 ;
- évaluer le flux de poussières émis par l'ensemble des grenailleuses du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois



**N° 6 : Grenailleuses (propreté des filtres des dépoussiéreurs)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 14 (partiel)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Grenailleuses (propreté des filtres des dépoussiéreurs)   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Les filtres des dépoussiéreurs font l'objet de contrôle périodique du niveau d'encrassement (delta de pression) et d'un remplacement périodique.   |
| <b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant n'est pas en mesure, le jour de l'inspection, de justifier des contrôles périodiques réalisés pour garantir l'état de propreté des filtres des dépoussiéreurs, ni de leur remplacement. Il déclare toutefois réaliser ces actions. |
| <b>Observations :</b> L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous 1 mois, les justificatifs des contrôles périodiques et des remplacements des filtres réalisés.   |
| <b>ype de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 7 : Fours de trempe (respect des VLE)**

| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 17 (partiel) |                |                |                                 |                    |
|---|----------------|----------------|---------------------------------|--------------------|
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fours de trempe (respect des VLE)                 |                |                |                                 |                    |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet                                     |                |                |                                 |                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b>   |                |                |                                 |                    |
| Atelier   | Four de trempe | Type           | Equipé d'un oxydateur thermique | Nombre de conduits |
| Carbonituration 2   | n°9099005      | Trempe à huile | Non                             | 5                  |
| Carbonituration 1   | n°3004462      | Trempe à huile | Non                             | 5                  |
| Carbonituration 1   | n°3004457      | Trempe à huile | Non                             | 4                  |
| Carbonituration 1   | n°1223906      | Trempe à huile | Non                             | 6                  |
| Cémentation   | n°1128552      | Trempe à gaz   | Oui                             | 3                  |
| Cémentation   | n°1156303      | Trempe à gaz   | Oui                             | 3                  |

Les installations de traitement thermique doivent respecter les valeurs de rejet suivantes :

| Paramètres   | Code CAS   | Concentration limite (mg/Nm <sup>3</sup> )   | Flux limites pour l'ensemble des installations listées ci-dessus |
|--|------------|--|--|
| Monoxyde de carbone (CO)                             | 630-08-0   | 1 250  | -  |
| Ammoniac (NH <sub>3</sub> )                          | 7664-41-7  | 50   | -  |
| Oxydes d'azote (NOx)                                 | 10102-44-0 | 500  | -  |
| Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVnm) | -          | 20 pour les installations munies d'un oxydateur thermique<br>40 pour les installations non munies d'un oxydateur thermique | 1 750 g/h  |

|   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| Poussières  | - | 150 si flux < 0,5 kg/h<br>100 mg/Nm <sup>3</sup> si flux > 0,5 kg/h |  |
| <p>L'exploitant procède à une mesure annuelle des rejets des installations de traitement thermique sur les paramètres suivants : débit, ammoniac, monoxyde de carbone, oxydes d'azote, composés organiques volatils non méthaniques et poussières. [...]</p> <p><b>Constats : Vu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>par sondage lors de la visite du site (zone 6), les fours de carbonituration n°3004457 (en fonctionnement à plein régime) et n°1223906 (à l'arrêt), ainsi que leurs conduits d'aspiration respectifs au nombre de 5 et 6 ;</li> <li>le rapport de contrôle du 11/08/2022 relatif au contrôle des fours réalisé entre le 13 et le 17 juin 2022 par Bureau Véritas (rapport n°10745488/58.2.2.R).</li> </ul> <p>L'inspection constate les non-conformités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le non-respect de la VLE en poussières pour le four n° 3004457 (1 540 mg/Nm<sup>3</sup> – flux de 14 kg/h). L'exploitant précise avoir enclenché le 03/11/2022 sa procédure qualité dite "5P (pourquoi)" pour identifier la source des non-conformités et y remédier ;</li> <li>l'absence de calcul argumenté du flux des émissions en COVmn du site ;</li> <li>un seul conduit est mesuré par four alors que l'inspection avait rappelé dans son rapport du 27/07/2020 que l'ensemble des conduits doivent être mesurés et que l'exploitant convient qu'au regard du procédé, les émissions des différents conduits ne peuvent être considérées comme homogènes en paramètres émis et en flux ;</li> <li>des incohérences entre le nombre de conduits présents sur les fours et ceux reportés dans l'arrêté préfectoral sans que l'exploitant soit en mesure de l'expliquer le jour de l'inspection (fours n°3004457 et 1223906) ;</li> <li>que les contrôles n'ont pas été réalisés sur le four n°1223906. L'exploitant explique cependant que le four est à l'arrêt définitif depuis 2021 sans en avoir informé le préfet ;</li> <li>que les émissions de poussières n'ont pas été mesurées sur les fours n°1156303 et 1128552.</li> </ul> <p>En outre, l'inspection a identifié des réserves du laboratoire d'analyses sur les résultats transmis au regard de la qualité des échantillons reçus (échantillons périmés ou avec "perte en masse") sans que les fours associés aux échantillons puissent être identifiés et sans mention de ces réserves dans la synthèse du rapport.</p> <p><b>Observations :</b> L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription contrôlée et notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>respecter la VLE en poussières applicable au four n° 3004457 ;</li> <li>réaliser des mesures conformes aux normes, notamment au regard des remarques formulées dans les rapports des laboratoires ;</li> <li>réaliser les mesures d'émissions de poussières manquantes (fours n°1223906, n°1156303 et 1128552) ;</li> <li>réaliser les mesures sur l'ensemble des conduits de tous les fours ;</li> <li>transmettre un calcul argumenté du flux des émissions en COVnm du site.</li> </ul> |   |   |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |   |   |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |   |   |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 mois   |   |   |  |

## N° 8 : Transmission des résultats

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, articles : 10 (partiel), 14 (partiel), 17 (partiel)   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 10 (partiel)</b><br/>[...] Les résultats sont adressés à l'Inspection des installations classées dans les 3 mois suivant les prélèvements accompagnés des commentaires nécessaires. [...]</p> <p><b>Article 14 (partiel)</b><br/>[...] Les résultats des mesures sont adressés à l'Inspection dans un délai de 3 mois suivant le prélèvement accompagnés des commentaires nécessaires. [...]</p> <p><b>Article 17 (partiel)</b><br/>[...] L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées les résultats des mesures accompagnés des commentaires dans les 3 mois qui suivent les prélèvements.</p>  |
| <p><b>Constats : Vu :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le rapport de contrôle du 10/08/2022 relatif au contrôle annuel des émissions atmosphériques des extracteurs réalisé par Bureau Veritas entre le 6 et le 10 juin 2022 (rapport n°10745488/57/2.2.R) ;</li> <li>le rapport de contrôle du 28/07/2022 relatif au contrôle des grenailleuses réalisé entre le 4 et le 13 juillet 2022 par Bureau Veritas (rapport n°10745488/60.2.2.rev1.R) ;</li> <li>le rapport de contrôle du 11/08/2022 relatif au contrôle des fours de trempe réalisé entre le 13 et le 17 juin 2022 par Bureau Veritas (rapport n°10745488/58.2.2.R).</li> </ul> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>que ces rapports, transmis à l'inspection par courriel du 14/11/2022 sur demande de l'inspection dans le cadre de la visite programmée le 24/11/2022, n'ont pas été transmis dans les délais impartis ;</li> <li>l'absence de commentaires malgré la présence de non-conformités et l'absence de certaines informations (cf. Points de contrôles précédents).</li> </ul> |
| <b>Observations :</b> L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il convient de respecter la prescription contrôlée pour la transmission des résultats de l'autosurveillance 2023, complets, commentés et dans le délai prescrit.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suites  |

## N° 9 : Contrôles inopinés

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/02/2012, article 1 (partiel)  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles inopinés  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] Chaque année l'exploitant communique à l'Inspection, avant le 31 janvier, le nom de l'organisme/laboratoire retenu. [...] Celui-ci devra pouvoir intervenir pour la réalisation d'un contrôle annuel des polluants réglementés et/ou autosurveillés par l'arrêté préfectoral d'autorisation et les arrêtés préfectoraux complémentaires, ou les arrêtés ministériels sectoriels applicables. [...] L'exploitant justifie que l'organisme/laboratoire est choisi dans le respect du deuxième alinéa du présent article et de l'article 2. |
| <b>Constats :</b> L'inspection constate que l'exploitant ne lui a pas transmis les coordonnées d'un laboratoire en 2022, ce que l'exploitant confirme. L'exploitant s'est engagé à transmettre ces informations dans le délai et les formes impartis en 2023.   |
| <b>Observations :</b> Au regard des engagements de l'exploitant, l'inspection propose de ne pas donner de suites administratives à ce stade.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Néant à ce stade   |